

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Canada

Une publication du SER d'Ottawa
Semaine du 30 janvier au 6 février 2026

Actualités macroéconomiques

Le Canada lance sa 6^{ème} série d'obligations vertes

Le gouvernement canadien a lancé sa sixième série d'obligations vertes en dollars canadiens. Cette émission s'ajoute aux 15,5 Mds CAD d'obligations vertes déjà émises par le Canada depuis mars 2022. La 6^{ème} émission a permis de lever 2 Mds CAD et a suscité une forte demande de la part des investisseurs engagés socialement et écologiquement, qui ont représenté 59% des preneurs. La valeur du carnet de commandes final s'est élevée à plus de 3,4 Mds CAD.

Le gouvernement annonce une nouvelle stratégie pour l'industrie automobile

Le gouvernement annonce une stratégie ambitieuse pour soutenir l'industrie automobile et encourager l'électrification. Plus de 3 Mds CAD issus du Fonds de réponse stratégique et 100 M CAD provenant de l'Initiative régionale de réponse tarifaire permettront d'aider le secteur à s'adapter et se diversifier vers de nouveaux marchés. A la place des quotas de vente de véhicules électriques imposés précédemment aux constructeurs automobiles, cette nouvelle stratégie prévoit d'instaurer des normes plus strictes en matière d'émissions de GES pour les véhicules à essence pour les années 2027 à 2032, avec l'objectif d'atteindre 75 % de

ventes de véhicules électriques d'ici 2035 et 90 % d'ici 2040. Un programme de 2,3 Mds CAD offrira des incitatifs jusqu'à 5 000 CAD pour l'achat d'un véhicule électrique (2 500 CAD pour un véhicule hybride) et un fonds de 1,5 Md CAD servira à étendre le réseau national des infrastructures de recharge. Le plan inclut aussi 570 M CAD pour soutenir l'emploi et la formation de 66 000 travailleurs.

L'Allocation canadienne pour l'épicerie devrait coûter 12,4 Mds CAD au gouvernement

Le gouvernement a annoncé qu'il augmenterait les prestations au titre du Crédit pour la taxe sur les produits et services (TPS). Le projet de loi propose de verser aux particuliers un paiement unique équivalent à 50% de la valeur annuelle de 2025-2026 du crédit pour la TPS et augmente le montant annuel du crédit de 25% pendant 5 ans. Selon le Bureau du Directeur parlementaire du budget, cette mesure coûterait au total 12,4 Mds CAD sur la période 2025-2026 à 2030-2031, dont 3,1 Mds CAD cette année.

Répercussions financières de l'atteinte de la cible de 5% du PIB en dépenses de défense

Le rapport du Bureau du directeur parlementaire du budget estime qu'augmenter les dépenses de défense de

base du Canada de 2,0 % du PIB en 2025 à 3,5 % d'ici 2035 pour respecter la cible OTAN de 5 % du PIB (les dépenses accessoires liées à la défense et à la sécurité seront maintenues à 1,5 % du PIB) nécessitera en moyenne 33,5 Mds CAD par année sur dix ans. Cette hausse porterait le déficit budgétaire à 63,0 Mds CAD (1,4 % du PIB) en 2035-36 et augmenterait le ratio dette/PIB de 6,3 points d'ici 2035-36.

La Banque du Canada appelle le pays à tirer profit des changements structurels en cours

Dans un discours prononcé devant l'Empire Club of Canada à Toronto, Tiff Macklem, gouverneur de la Banque du Canada, a insisté sur la façon dont les changements structurels en cours (droits de douane américains, intelligence artificielle, ralentissement de la croissance démographique) affectent l'économie canadienne. Si la banque centrale prévoit une faible croissance économique

pour les deux prochaines années, elle encourage également les entreprises à tirer profit des changements en élargissant le marché intérieur, diversifiant les échanges et en adoptant les nouvelles technologies.

Le taux de chômage s'établit à 6,5% en janvier

En janvier 2026, le taux de chômage canadien a diminué de 0,3 point de pourcentage en glissement mensuel pour s'établir à 6,5% (contre 6,8% en décembre), soit son niveau le plus bas depuis septembre 2024. Cette baisse s'explique principalement par une diminution du nombre de personnes à la recherche d'un emploi (- 94 000 ; - 6,1%) et non en raison d'une augmentation de l'emploi. Le taux de chômage a reculé dans la plupart des groupes socio-démographiques et notamment chez les jeunes (- 0,5 point de pourcentage) pour s'établir à 12,8%.

Entreprises

Deux importants fonds de pension canadiens prévoient de vendre leurs parts dans le capital du plus gros exploitant portuaire anglais

L'Office d'Investissement du régime de pensions du Canada (CPPIB) et le Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (OMERS) s'apprêtent à vendre leurs parts du capital d'*Associated British Ports (ABP)*, s'élevant respectivement à 34% et 33%. Avec 21 ports sous son contrôle, ABP est le plus gros exploitant portuaire du Royaume-Uni. La banque Morgan Stanley a été mandatée pour superviser la vente, qui est valorisée à plus de 10 Mds.

Suncor Energy affiche un record de production, malgré des prix bas dans un contexte de surproduction mondiale

Malgré une pression à la baisse sur le prix du pétrole, Suncor Energy affiche des résultats records pour l'année 2025, tant dans la production que pour le raffinage. Au total, l'entreprise canadienne basée à Calgary a produit près de 860 000 barils de pétrole par jour, soit 33 000 de plus qu'en 2024. En conséquence, la cote de ses actions évolue autour de 1,25 USD, contre 65 cts un an plus tôt, et Suncor connaît des flux de trésorerie positifs.

LG Energy s'apprête à racheter les parts de Stellantis dans une importante usine de batterie en Ontario

LG Energy, entreprise sud-coréenne, a acquis la totalité de NextStar Energy, usine de batterie pour véhicules électriques et systèmes de stockage d'énergie située en Ontario, qui représente plus de 5 Mds CAD investis à ce jour, et emploie actuellement plus de 1 300 personnes. NextStar Energy était détenue en coentreprise par LG Energy Solution (51%) et Stellantis (49%). L'enjeu pour LG Energy est d'accélérer sa croissance en Amérique du Nord pour les véhicules électriques, tandis que cette cession s'inscrit dans un plan de restructuration stratégique pour Stellantis, qui révise à la baisse ses objectifs dans les véhicules électriques.

Un géant industriel américain s'empare du fleuron technologique québécois ESAB pour 1,45 Md USD

La société américaine ESAB Corporation, spécialisée dans les technologies industrielles, a conclu l'acquisition de Eddyfi Technologies, entreprise spécialisée dans les technologies avancées d'inspection et de surveillance, pour

environ 1,45 Md USD. ESAB s'est engagée à conserver le siège social d'Eddyfi à Québec ainsi que ses emplois. Pour ESAB, cette acquisition vise à diversifier ses sources de revenus et à monter en gamme vers des

activités à plus forte valeur ajoutée technologique.

L'agenda économique de la semaine passée

Indicateur	Valeur
Marchandises vendues au détail (Novembre)	72,3 Mds CAD contre 72,5 Mds CAD le mois dernier
Taux d'emploi (janvier 2026)	60,8% contre 60,9% le mois dernier

L'agenda économique de la semaine

Indicateur	Date de publication
Commerce de détail annuel (2024)	11 février
Permis de bâtir (Décembre)	11 février

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsables de la publication : Pierre Moussy, Félix de Liège, SER d'Ottawa

Rédaction : Justine Pourailly, Elias Nauleau, SER d'Ottawa

Abonnez-vous aux brèves hebdomadaires des Services économiques français au Canada !